



« Au peuple Algérien »

Nous avons été bouleversés par le malheur qui a frappé le peuple Algérien hors du Séisme du 21/05/03 : nous partageons votre peine et vous prions de croire à notre profonde sympathie

Sommaire

-Dossier de fond : Réhabilitations des Ksour.....	02
-Activités du CRSTRA	04
-ouvrages et thèses	05
-Revue de la presse	06
-manifestations scientifiques	07
-News	08

Dossiers de fond

DESERTIFICATION, *causes et conséquences*

La désertification résulte de la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et sub-humides sèches. Elle est due principalement aux activités humaines et aux variations climatiques.

La désertification ne doit pas s'entendre par l'expansion des déserts actuels. Elle provient de ce que les écosystèmes des terres arides, qui couvrent plus d'un tiers des terres immergées du globe, sont extrêmement vulnérables à la surexploitation et à l'usage inapproprié des terres. La pauvreté, l'instabilité politique, la déforestation, le surpâturage et de mauvaises pratiques d'irrigation sont tous des facteurs qui détériorent la productivité des terres.

D'après la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification (CCD), plus de 250 millions d'individus sont directement touchés par la désertification.

En outre, dans plus de cent pays, il existe environ un milliard de personnes à risque. On retrouve parmi ces derniers une majorité de citoyens qui se singularisent par leur pauvreté, leur marginalisation et la faiblesse de leur poids politique.

En Algérie, sur les 38 millions d'hectares du Nord du pays, 20 millions d'hectares constituent la zone aride et semi-aride caractérisée par sa vulnérabilité aux processus de désertification.

L'importance des superficies menacées de désertification a été démontrée par la carte de sensibilité à la désertification réalisée par le Centre national des techniques spatiales (CNTS) sur la base de photos satellites.

Cette carte qui couvre 13.821.175 ha soit 69% de la superficie de la steppe a déterminé pour la superficie concernée les zones suivantes :

- ❖ **Zone désertifiée : 487 902 ha**
- ❖ **Zone très sensible : 2 215 035 ha**
- ❖ **Zone sensible : 5 061 388 ha**
- ❖ **Zone moyennement sensible : 3 677 680 ha**
- ❖ **Zone peu ou pas sensible : 2 379 170 ha**

Les conséquences de la désertification sont nombreuses: la réduction de la résistance des terres à la variabilité naturelle du climat, la diminution de la productivité du sol, l'endommagement de la végétation, l'entraînement d'énorme coût sociaux tel la migration et la perte de l'identité culturelle, et la compromission de la production vivrière qui à pour conséquences la malnutrition, la faim, voire la famine.

Pour lutter contre la désertification il faut que les connaissances et les traditions ancestrales jouent un rôle à part entière et il faut promouvoir la participation pleine et entière des populations locales au niveau des prises de décision ;

Il faut donner plus d'importance aux facteurs socio-économiques, tels que l'éducation et la formation, la réduction de la pauvreté, le statut de la femme et les règlements fonciers ;

Ce n'est pas seulement en plantant des ceintures vertes qu'on combatta la désertification : il faut une approche globale qui associe la gestion des terres et de l'eau et introduise des éléments comme la promotion des énergies solaire et éolienne, afin de procurer au populations locales plus de possibilités et de moyens de progrès économique et social sans augmenter leur pression sur les ressources fragiles de la nature, et enfin participer à la lutte contre les changements climatiques.



C.R.S.T.R.A. News

JOURNAL MENSUEL DU CENTRE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES REGIONS ARIDES

N°21 Mai/Juin 2003



C.R.S.T.R.A. News

JOURNAL MENSUEL DU CENTRE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES REGIONS ARIDES

N°21 Mai/Juin 2003

C'est peut-être la première fois que le thème est abordé. Autant parler d'un tabou cassé : celui de la qualité des eaux consommées dans le sud du pays. Depuis hier, des experts et des scientifiques venus de plusieurs pays dont le Maroc, la Tunisie, la France et l'Italie, débattent à El Oued, à 650 km au sud-est d'Alger, à la faveur d'une rencontre organisée par l'Algérienne des eaux (ADE) et de l'Agence nationale de réalisation et de gestion des infrastructures hydrauliques pour l'irrigation et le drainage (AGID).

C'est simple : une bonne partie de l'eau dans la région du Souf est non potable. Pire, elle se dégage du sol chaude à 60 degrés. Un phénomène presque unique au monde. Aussi, les Soufis sont, selon Aomar Hattab, wali d'El Oued, obligés « d'exporter » de l'eau potable par citernes à partir de Biskra et de Tébessa, régions limitrophes. Cela n'empêche pas la wilaya d'El Oued de consommer chaque année, d'après Abdelmadjid Attar, ministre des Ressources en eau, l'équivalent du contenu du barrage Kedara, soit 160 millions de mètres cubes. Enorme ! Le casse-tête ? Ces eaux géothermales et saumâtres, qui proviennent de la nappe albienne, doivent être traitées. Cela exige, d'après les experts, une technologie spécifique pour au moins deux raisons : éviter le dépôt du calcaire dans les réseaux de distribution, source du mal dans une grande partie du sud-est algérien et, ensuite, refroidir les eaux et les déminéraliser. « Il faut chercher des solutions simples », a conseillé Abdelmadjid Attar. L'Algérie veut, en la matière, s'inspirer de l'expérience tunisienne. « Il s'agit pour nous de sensibiliser tous les opérateurs, universitaires, chercheurs et bailleurs de fonds sur ces problèmes... Il faut étudier tous les procédés de déminéralisation qui existent. D'adopter, par exemple, le système le moins cher », a précisé le ministre. A la rencontre d'El Oued, sont invités des bailleurs de fonds saoudiens, Attar a confié que les Saoudiens et la Banque islamique apportent « une aide précieuse » au secteur des eaux. Les pouvoirs publics finalisent une étude d'aménagement général de la région du Souf et de Ouargla, région touchée de plein fouet par la remontée des eaux. « La région connaît ce phénomène depuis au moins 20 ans. Chaque ministre vient et fait des promesses. Rien n'a été fait. Dix-sept études ont été faites sur ce phénomène. Aucune n'a été appliquée », a protesté un cadre d'El Oued. Au quartier Sidi Mestour, il nous montre comment des habitations ont été envahies par les eaux, obligeant leurs occupants à chercher un toit ailleurs. Aomar Hattab, qui a insisté pour que les journalistes rendent visite aux ghouts (sorte de marécages) entourant la ville, a déclaré qu'une vaste opération pour combler les crevasses où les eaux sont remontées est menée actuellement. Le coût de chaque projet nécessite, selon lui, plus d'un milliard de centimes. « Un bureau d'études étranger a estimé qu'il faut dépenser 1600 milliards de centimes, en 30 ans, pour en finir avec le phénomène de la remontée des eaux. Sinon El Oued sera désertée par ses habitants », a remarqué un citoyen, au fait de la question.

«La ceinture jaune»

D'après un officiel, des canaux de drainage des eaux en surplus sont en construction pour « les faire sortir de la vallée du Souf ». « Il faut sensibiliser les fellahs pour exploiter raisonnablement l'eau, une eau distribuée gratuitement et qui semble n'avoir aucune valeur », a observé Attar. Le mètre cube d'eau est cédé à l'heure actuelle à un dinar pour les agriculteurs. Autour de la ville qui a besoin de se doter d'un réseau d'assainissement, les autorités locales envisagent de créer « une ceinture verte ». Il s'agit de plantation d'oliviers et d'eucalyptus. Des périmètres agricoles ont été également aménagés. Actuellement, on y plante de la pomme de terre. El Oued en produit, d'après un responsable de l'agriculture, 50 000 t par an. « Vous avez vu, ici on plante de la pomme de terre sur du sable. Mieux qu'à Mascara », a lancé ce responsable. Selon lui, 60 à 100 camions viennent, chaque jour, s'approvisionner en ce produit des wilayas de l'Est, de Bouira et d'Alger. « Nous avons même exporté une petite quantité en France », a-t-il insisté à dire à Attar. « Ce n'est pas une ceinture verte, c'est une ceinture jaune. Ne les croyez pas. C'est un projet pourri », a confié le mécontent cadre. Evoquant le complexe terminal et l'albien, principales nappes du sud algérien, Attar a bien souligné que le gros de ces « gisements » se trouvent en Algérie, s'étendant sur 700 000 km². En Tunisie, cette superficie ne dépasse pas les 250 000 km², pas plus de 80 000 km² en Libye. Pourtant, cette double nappe est à l'origine d'un litige, entre les trois pays, qui refuse de se déclarer comme tel et que la diplomatie n'arrive toujours pas à endiguer. De plus, et d'après Attar, ces ressources sont surexploitées. « L'exploitation hors normes a entraîné aussi une remontée de la nappe phréatique, du fait de l'importance des volumes d'eau rejetés en surface. Les prélèvements en Algérie sont de l'ordre de 1,5 milliard de mètres cubes/an, 540 millions en Tunisie et 250 millions en Libye », a souligné Attar. Les Algériens collaborent actuellement avec les Tunisiens et les Libyens pour situer « les potentialités exploitables ». Les trois pays, sans être réellement d'accord, veulent fixer des « règles draconiennes » pour préserver ces ressources hydriques. Un autre casse-tête ! Attar a parlé, en termes choisis, de « solidarité écologique » entre les trois pays.



C.R.S.T.R.A. News

JOURNAL MENSUEL DU CENTRE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES REGIONS ARIDES

N°21 Mai/Juin 2003



C.R.S.T.R.A. News

JOURNAL MENSUEL DU CENTRE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES REGIONS ARIDES

N°21 Mai/Juin 2003

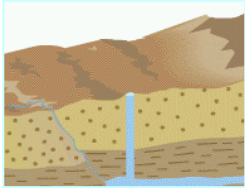


ACTIVITES DU CRSTRA



OUVRAGES - PERIODIQUES

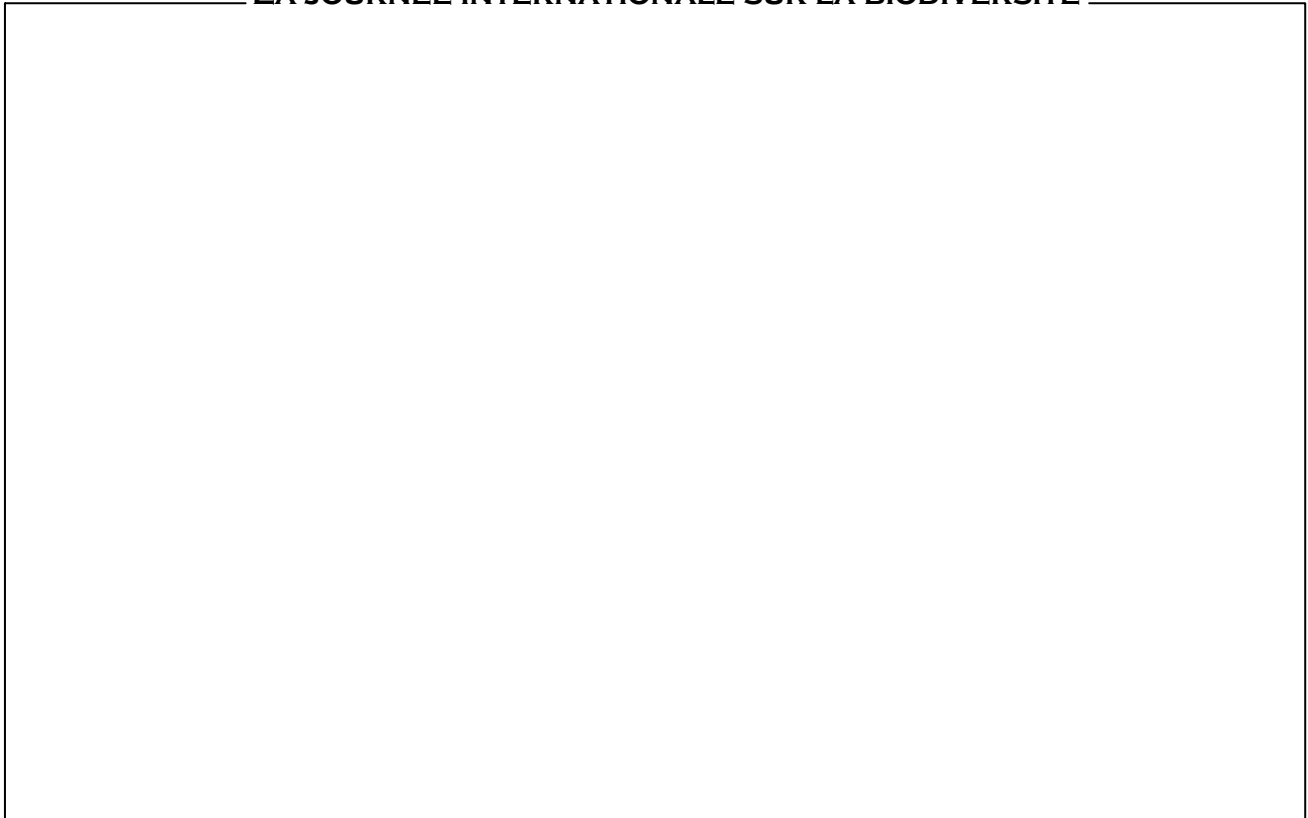
Ouvrages



REVUE DE LA PRESSE

L'eau souterraine de la Mitidja

LA JOURNEE INTERNATIONALE SUR LA BIODIVERSITE



MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

Séminaires organisés en 2003

Sur votre agenda 2003:

Journées Scientifiques des Biotechnologies :

*Les micro-organismes d'intérêt industriel
20-30 avril 2003 Université Ferhat Abbas Sétif*

11èmes Journées Internationales de Thermique

JITH 2003

*organisées par le CDER
Alger 28-29-30 avril 2003*

La
réhabilitati
on doit
tenir
compte

C.R.S.T.R.A.
Centre de Recherche Scientifique et
Technique des Régions Arides

C.R.S.T.R.A. News

JOURNAL MENSUEL DU CENTRE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES REGIONS ARIDES

N°21 Mai/Juin 2003



Info

NEWS

